



NOTRE AVENIR SE JOUE MAINTENANT !

L'entreprise de régression sociale, qui est en marche au travers de la loi travail, est aussi à l'œuvre dans la Fonction Publique, dans les ministères économiques et financiers et plus encore à la DGFIP.

Partout, une même logique veut imposer de déréglementer, de réduire l'action publique, de flexibiliser, de supprimer les droits et d'inverser la hiérarchie des normes...

Les « *lignes directrices* » du Directeur Général sont autant de lignes destructrices de notre administration, ouvrant la voie à sa disparition : suppressions de services, « dématérialisation » forcée et forcenée, suppressions d'emplois et restructurations incessantes. Tout cela sur fond de déréglementation des règles de gestion où la hiérarchie des normes est d'ores et déjà inversée.

Dans le Maine et Loire, la liste des services restructurés ou disparus est déjà bien trop longue : fermeture des trésoreries de Tiercé, Gennes, Durtal, Montreuil-Bellay, Vihiers, Champtoceaux, Jallais, Saint Florent, Maulévrier etc. L'année dernière celles des Ponts de Cé, de Pouancé, du Louroux Béconnais, de Candé, et est annoncée au 1^{er} janvier 2017, celle de St Georges sur Loire. Suppression d'une BDV, transfert des SPF de Segré et de Baugé, fusion des IFU en SIE, transfert de l'enregistrement de Saumur et de Cholet, fermeture du pôle CE de Saumur, création de SPF/E, disparition de la mission impôt dans les trésoreries rurales... Tout cela au nom des politiques d'austérité menées depuis des années, plus de 200 suppressions d'emplois depuis 10 ans, nombre toujours plus croissant de postes vacants, conditions de travail dégradées...

En outre, la volonté de mettre en place le prélèvement à la source, que nous refusons et que nous combattons, est annonciatrice de l'explosion de l'organisation de notre DGFIP. Alors qu'actuellement l'impôt sur le revenu est recouvré à 99 %, la retenue à la source est un facteur de risque pour les rentrées budgétaires lié aux défaillances des tiers payeurs (rétention de trésorerie, fraudes, faillites,...).

Pour les syndicats **Solidaires Finances Publiques, F.O.-DGFIP et CGT Finances Publiques 49** l'urgence des personnels est d'agir à la DGFIP, l'urgence est de combattre ces logiques aujourd'hui à l'œuvre qui mettent en danger nos emplois et nos conditions de travail et qui fragilisent chaque jour davantage le service public financier et fiscal.

Dès lors, ils appellent tous les personnels de la DGFIP à se mobiliser dès maintenant pour exiger :

- ▶ l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations.
- ▶ le renforcement des moyens humains et budgétaires.
- ▶ le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents.
- ▶ une réduction des écarts de rémunération par une revalorisation des régimes indemnitaires.
- ▶ une véritable reconnaissance de leurs qualifications.
- ▶ le refus de la mise en place de PPCR et du RIFSEEP.
- ▶ une amélioration réelle et concrète des conditions de vie au travail.
- ▶ le maintien d'une action sociale de haut niveau dans tous les domaines.

Pour arrêter cette politique qui remet en cause le service public républicain, le temps du combat pour la reconquête de nos missions, de nos emplois, de nos droits sociaux est venu. Les syndicats **Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP et CGT Finances Publiques 49** appellent les agents et les agentes des Finances Publiques à une journée de grève nationale le 15 novembre 2016.

TOUTES et TOUS en GREVE le 15 novembre 2016